

**Face aux violences sexistes
et sexuelles dans la société
et dans l'Éducation
nationale :**

**la honte doit
changer de
camp**



**Des milliers de victimes de violences
sexistes et sexuelles chaque année**

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, plus d'un millier de féminicides ont eu lieu en France. Un viol ou une tentative de viol a lieu toutes les 2 minutes 30 (en hausse de 6 % sur l'année 2023). Un enfant subit l'inceste toutes les 3 minutes. Une femme sur six fait son entrée dans la sexualité par un rapport non consenti et non désiré. Les violences sexistes et sexuelles sont structurelles et montrent que les hommes disposent encore massivement des corps des femmes et des enfants au quotidien. En 2024, les affaires #MeToo cinéma et le procès de Mazan, qui se tient en ce moment, ont montré à quel point le viol est un fait social omniprésent dans la société française, et à quel point il est banalisé par ceux qui le commettent, mais aussi par les témoins complices qui se taisent. Les victimes sont encore trop rarement crues et entendues. La honte doit changer de camp.

**Le travail, un espace qui n'est pas épargné
par les violences sexistes et sexuelles**

Au moins 1 femme sur 5 affirme avoir subi des violences au travail. Seules 5 % d'entre elles portent plainte. Ces violences comprennent des insultes, des discriminations, du harcèlement, des menaces, du chantage, mais aussi des agressions physiques et sexuelles. Dans le cadre du travail, la précarité constitue un facteur supplémentaire de vulnérabilité face aux violences de genre. Aujourd'hui, le ministère de l'Éducation nationale ne répond toujours pas à ses obligations de formation, alors qu'une femme sur cinq affirme avoir été victime d'insultes ou d'injures misogynes, et qu'une femme sur cinq déclare avoir subi des actes à caractère sexuel sur son lieu de travail.

Pour lutter contre les violences de genre au quotidien et sortir du silence, SUD éducation encourage tous les personnels à s'emparer de ce sujet en heure mensuelle d'information syndicale ou en réunion d'information syndicale, et à exiger de leur hiérarchie des formations sur leur lieu de travail et sur leur temps de service !

Les violences sexistes et sexuelles contribuent à maintenir un système de domination et d'exploitation des femmes : le patriarcat. Elles existent dans un continuum : c'est parce qu'un sexisme ordinaire est toléré dans notre société que des violences plus graves peuvent être commises contre les femmes, les enfants et les minorités de genre. Les personnes les plus exposées à ces violences sont celles qui subissent d'autres formes de discrimination liées à leur âge, leur origine, leur religion (75 % des agressions islamophobes visent des femmes), leur identité de genre (85 % des personnes trans sont agressées au cours de leur vie), leur situation de handicap (80 % des femmes en situation de handicap ont été victimes de violences) et/ou leur orientation sexuelle (plus de 60 % des agressions LGBTIphobes sont commises par des hommes cis).

Ces violences ont des conséquences graves sur la santé physique et psychique des femmes, des enfants et des personnes trans et non binaires. Elles provoquent des traumatismes, des dépressions, des tentatives de suicide et augmentent les risques d'infections sexuellement transmissibles. Ces violences engendrent également des dépenses importantes, le coût de la justice pour les victimes de violences sexuelles s'élevant en moyenne entre 6 000 et 10 000 euros. Pour toutes ces raisons, il y a donc urgence à déployer des moyens pour lutter sur le long terme contre toutes les violences sexuelles et sexistes.



Des politiques publiques inefficaces

Face à ces violences, l'État est responsable par son inaction. Les victimes doivent être écoutées et accompagnées.

Encore aujourd'hui, 86 % des plaintes pour violences sexuelles sont classées sans suite. Une loi-cadre est indispensable pour repenser le système en profondeur, en prenant en compte tout l'éventail du traitement des violences : prévention, détection, protection et accompagnement des victimes et réponse judiciaire.



Cependant, le gouvernement Barnier ne met rien de tout cela en œuvre, et préfère au contraire faire le jeu de l'extrême droite en menant une politique austéritaire.

Cette politique, si elle venait à passer, risquerait de durablement affecter des institutions et des associations qui peinent déjà à lutter efficacement contre les violences sexistes et sexuelles. La nomination récente de plusieurs ministres ayant défendu des positions sexistes (comme l'opposition à la constitutionnalisation de l'IVG) et LGBTIphobes montre que nos droits sont toujours menacés. L'extrême droite représente une menace immédiate pour les personnes LGBTQIA+, les femmes et les enfants. Elle ne cesse d'instrumentaliser les femmes à des fins racistes et xénophobes.



Protégeons les élèves contre les violences sexistes et sexuelles

À l'école, les enfants sont également exposés aux violences de genre — c'est même parfois là qu'ils les apprennent. En témoignent les diverses injonctions sur les tenues des élèves, qui véhiculent des stéréotypes sexistes, mais aussi racistes et lgbtqiphobes, notamment par l'injonction à porter des "tenues républicaines" ou par l'interdiction du port de l'abaya en 2023.



SUD éducation dénonce également l'omerta sur les violences sexuelles dont sont victimes les élèves dans les établissements scolaires. Que les agresseurs soient des élèves ou des adultes, la prise en charge des violences est rarement à la hauteur. Les victimes ne sont pas systématiquement écoutées, les actes sont régulièrement minimisés, voire délibérément ignorés, et les agresseurs souvent protégés. Les adultes ayant commis des faits de violences pédocriminelles n'ont pas leur place dans les établissements scolaires.

SUD éducation affirme également sa solidarité internationale envers toutes celles qui sont les premières victimes des gouvernements réactionnaires et totalitaires. SUD éducation se tient aux côtés de toutes celles qui ne peuvent plus parler et qui subissent des violences sexistes et sexuelles partout dans le monde.

Contre toutes les formes de violences sexistes et sexuelles, SUD éducation appelle à participer massivement à toutes les initiatives à l'occasion du 25 novembre.

SUD éducation revendique :

- l'application pleine et entière de la circulaire du 9 mars 2018 ;
- de sanctionner les auteurs des VSS, et d'accompagner et protéger les victimes ;
- l'application des circulaires et lois qui assurent la protection des mineur-es victimes de violences sexuelles ;
- la formation des personnels de l'Éducation nationale à l'accueil de la parole des mineur-es victimes de VSS, et à la question du consentement ;
- dans l'Éducation nationale, la suspension immédiate à titre préventif de l'agresseur,
- des moyens, du temps, de la formation et des personnels pour une éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle ;
- l'abrogation du jour de carence, qui pénalise financièrement les victimes de violences sexistes et sexuelles.

